

# transform!

Réseau européen pour une pensée  
alternative et un dialogue politique

**newsletter 06 2012**

Édition spéciale de notre newsletter sur la situation politique en Grèce

## “C’est du Grec pour moi !”

### Éditorial

La situation politique en Grèce éveille l'attention des peuples du monde entier. Pendant les deux dernières années, le pays a été un grand laboratoire politique. Les élites européennes et les gouvernements grecs ont testé la façon dont la société d'un pays européen réagirait si de sévères mesures d'austérité lui étaient imposées. Mais à l'heure actuelle, la situation semble s'être inversée. L'ancien cobaye, le peuple grec, semble vraiment capable de prendre en charge le laboratoire, puisque les prochaines élections du 17 juin peuvent voir une victoire du parti de gauche, SYRIZA.

transform! europe a décidé d'éditer une série de bulletins d'information spéciaux, sur la situation politique en Grèce, pour pointer, en informant les citoyens européens, les détails ainsi que les projets et les objectifs politiques de SYRIZA.

Ces bulletins résultent d'une coopération avec l'Institut Nicos Poulantzas d'Athènes (NPI), dont les membres et associés ont contribué à la rédaction des articles.

*Walter Baier, transform! europe, Stavros Panagiotidis, NPI*

### Le radicalisme du bon sens

**Un espoir hante l'Europe après le succès électoral de SYRIZA**

*Vagia Lysikatos et Michael Nikolakakis*

Toute analyse des élections parlementaires grecques du 6 mai pourra difficilement contester le fait qu'elles ont exprimé un message clair en faveur du changement, un message clair pour une meilleure gestion de crise ainsi qu'un désir de défendre la démocratie et la société contre les profits d'un petit nombre. La progression spectaculaire de SYRIZA doit être replacée dans le contexte d'une progression de la participation politique populaire dans toute l'Europe. Cette progression s'est nourrie au cours des deux dernières années des résistances aux réductions barbares du niveau de vie, à une centralisation post-démocratique du pouvoir et elle s'est développée contre ceux qui essaient de raviver les rivalités nationales pour tenter de dissimuler ceux qui ont vraiment bénéficié de la crise.

Les résultats des élections marquent un point pour un nouveau basculement politique dans un paysage politique qui a peu évolué depuis la chute de la dictature militaire en 1974. La politique d'austérité et de dévaluation interne, qui sape les fondements sociaux et aggrave la crise de représentation pré-existante, a permis à la Coalition de la gauche radicale (SYRIZA) de briser la mainmise de deux partis sur la vie politique grecque.

Le message de SYRIZA pour un nouveau contrat social avec une nouvelle relation entre l'État et la société semble avoir été bien reçu par de larges groupes de la société grecque. SYRIZA continue à gagner des soutiens provenant de la vague de mécontentement qui prend racine dans la politique de classe.

Une analyse des électeurs SYRIZA le montre. SYRIZA attire plus de salariés du secteur public et privé que tout autre parti. Il est en tête parmi les chômeurs et la classe moyenne durement touchés par la crise économique, les jeunes et les femmes. Il est en tête chez les moins de 55 ans avec un soutien particulièrement fort dans toutes les zones urbaines de Grèce.

Le soutien de ces groupes à SYRIZA n'est pas un phénomène spontané ; il résulte plutôt de la direction politique du parti, de son rôle dans la résistance sociale où il est un important défenseur des droits sociaux.

SYRIZA est une coalition de forces de gauche créée en 2004 dans le sillage du mouvement anti-mondialisation et des mobilisations contre la mondialisation néolibérale de la période précédente (Gênes, Florence, forums européens et mondiaux). Il a fonctionné comme une organisation parapluie pour un large éventail d'organisations de tout le spectre de gauche, qui reconnaissent les principes du pluralisme politique et l'unité d'action. La plus importante composante de la Coalition, *Synaspismos*, s'est constituée en tant qu'alliance de communistes, de socialistes, d'euro-communistes et d'écologistes. C'est un parti pour la démocratie, la justice sociale et l'intégration européenne ; il considère cela comme un processus qui renforce la solidarité entre les peuples européens.

SYRIZA est enraciné dans le mouvement syndical ainsi que dans des mouvements sociaux relativement nouveaux comme le féminisme, l'écologie et les mouvements pour les droits des immigrés. Il est uni dans son opposition à toutes les formes de réformes néolibérales telles que la flexibilité du travail et le rabougrissement de l'État providence en Europe au cours des 20 dernières années.

Le vote pour SYRIZA ne doit pas être considéré comme un vote de protestation. Il reflète, au contraire, sa présence continue dans le paysage politique et social grec depuis de nombreuses années. Depuis le déclenchement de la crise, son opposition au *Mémorandum* (mesures imposées par la CE, la BCE et le FMI) a été constante et il a été la seule voix réaliste d'opposition parlementaire. Son engagement pour des objectifs sociaux a toujours été sans failles. On l'a clairement vu dans la participation de la base de SYRIZA aux initiatives de solidarité qui se sont déroulées dans les rues et les places de toute la Grèce. Pendant cette

période, la nécessaire unité de la lutte du peuple a trouvé son équivalent politique dans l'unité de la gauche et dans la proposition faite par SYRIZA d'un gouvernement de gauche.

Aux yeux de l'opinion publique, SYRIZA est à l'avant-garde des luttes contre la privatisation des universités, pour les droits des travailleurs et des immigrants, et il a été particulièrement actif dans les manifestations contre la brutalité des méthodes policières qui a suivi l'assassinat de sang froid par la police d'Alex Grigoropoulos, un jeune écolier de 15 ans.

Cet héritage radical de SYRIZA a montré qu'il était capable de résister à l'assaut furieux déclenché par l'élite politique et ses médias dans la période pré-électorale ; cet assaut a vu sa progression liée à la montée de l'extrême droite et à la tentative de dépeindre SYRIZA comme un danger pour l'orientation européenne de la Grèce.

En fait ce qui s'est passé en Grèce a été l'émergence d'un « extrémisme du centre politique » (c'est ainsi que divers universitaires ont appelé le phénomène). Bon nombre des principaux partis ont adopté l'ensemble de l'agenda autoritaire de l'extrême-droite, ses pratiques et, dans de nombreux cas, son personnel. Ils ont ensuite tenté de terrifier et de semer la panique sociale dans la société afin de détourner les regards de l'échec de la politique économique. Cela s'est intensifié pendant la période pré-électorale. Ce faisant, ils ont ouvert la porte au débat public sur les idées xénophobes et racistes faisant ainsi croître le parti néo-nazi, *Aube dorée*. Cela a permis de légitimer ce parti autrefois marginalisé et discrédité en agissant comme un catalyseur pour lui donner une représentation parlementaire, avec près de 7% des voix. Le succès électoral de SYRIZA et sa défense sans équivoque des droits sociaux et de la démocratie ont forcé les vieux partis établis à revoir leur position en ce qui concerne leur dangereux accommodement avec les opinions d'extrême droite et à adopter des positions plus modérées.

L'allégation selon laquelle SYRIZA serait une coalition anti-européenne qui saperait la perspective européenne du pays ne résiste pas à l'examen. En effet, cette affirmation paraît absurde à ceux qui sont familiers de la gauche grecque ; pendant de nombreuses années, SYRIZA a été fortement critiqué par d'autres partis de gauche pour ce qu'ils considèrent comme des positions excessivement pro-européennes.

La critique par SYRIZA de la politique économique européenne actuelle ne doit pas être considérée comme une position anti-européenne, car il est clair que les politiques mises en œuvre sont une véritable menace non seulement pour la Grèce, mais aussi pour l'Europe. Les politiques actuelles exacerbent les rivalités nationalistes au nom de la compétitivité économique qui, pour finir, met en danger la paix et la cohésion de l'Europe. En outre, SYRIZA est fermement convaincu que seules des coalitions propres aux forces de gauche en Europe peuvent permettre la transformation socialiste. À cette fin, SYRIZA croit que le socialisme démocratique et la liberté ne peuvent être atteints que par des efforts continus pour former des structures populaires visant l'intégration politique. Cela seul peut contribuer à éliminer la malédiction du nationalisme qui menace de croître en ces temps de crise.

La mise en œuvre du Mémorandum en Grèce a entraîné une forte réduction des salaires et des pensions, l'augmentation du chômage des jeunes qui est passé à 50%, des impôts injustes et arbitraires, la faillite de dizaines de milliers de petites entreprises et un nombre croissant de sans-abri. Il en est résulté des privatisations massives, une dégradation insidieuse des systèmes de santé et d'éducation, la destruction de l'État-providence, une multiplication écrasante des suicides et du nombre d'enfants mal nourris, l'échec total du modèle néolibéral et finalement l'effondrement de la société. En Grèce, où se déroule cette crise humanitaire, il est nécessaire d'exprimer le besoin radical de démocratie et l'exigence radicale de vivre dans la dignité pour tous les peuples d'Europe. Il est temps que le message radical de bon sens exprimé en Grèce se répande dans toute l'Europe.

## Quelques conclusions après le succès de la délégation de SYRIZA à Paris

Le 21 mai 2012

# Changer les rapports de forces dans toute l'Europe

*Elisabeth Gauthier*

La conférence de presse donnée par Alexis Tsipras, Jean-Luc Mélenchon et Pierre Laurent au Parlement français fut un grand succès avec la présence de journalistes de la TV, des stations de radio et des médias écrits qui ont posé un certain nombre de questions au sujet des positions de SYRIZA sur la Grèce et l'Europe. Il était évidemment clair qu'il s'est produit en Grèce un événement de dimension européenne en même temps qu'un changement de rapports de forces politiques en Europe, marqué par un rôle actif de la gauche radicale dans certains pays. En Grèce, où l'alliance SYRIZA, en tant que gauche très responsable - et en aucun cas d'extrême gauche - est arrivée en deuxième position, bien avant le PASOK social-démocrate, et gagne encore en sympathie, la rupture avec la chaîne du néo-libéralisme pourrait devenir une chance concrète .

Au Parlement et à l'invitation de Pierre Laurent, président de la Gauche européenne et du PCF, une rencontre a eu lieu entre une délégation de parlementaires du Front de Gauche et des représentants de mouvements et syndicats (FSU, Solidaires, CGT, Fondation Copernic, Attac, Économistes atterrés, transform! europe). Seuls deux représentants du Parti Socialiste (PS) étaient disponibles pour une réunion informelle avec les parlementaires de SYRIZA. \* Le programme s'est achevé, à Paris, par un rassemblement sur la place de l'Assemblée nationale et une soirée avec la gauche grecque.

Il doit être clair - comme le dit Tsipras - qu'il est « impossible d'avoir la pluie et le soleil en même temps », ce qui signifie que les gouvernements et les institutions européennes ont à choisir entre l'austérité et la croissance. Dans toute l'Europe, les salariés, les chômeurs, les précaires et les retraités ont un intérêt commun : s'allier contre « la coalition des forces du capital financier qui régissent le continent ». Tsipras peut donc dire au Bundestag allemand que la vision de SYRIZA correspond aussi aux intérêts des salariés d'Allemagne. Ce n'est donc pas par hasard que les points clés soulignés par la délégation montrent une grande convergence avec les idées de la gauche européenne, des mouvements sociaux et des syndicats.

Après l'élection de Hollande, il s'agira de dépasser toute ambiguïté concernant le traité de stabilité financière et que les Européens lui opposent un « non » clair. La poursuite de la logique actuelle ne peut absolument pas permettre d'atteindre une croissance dans l'intérêt des peuples et allant vers un nouveau modèle de développement – au lieu d'une croissance en faveur de la finance. Pour autant, le traité de stabilité budgétaire destructeur ne peut pas être simplement « amendé », il faut le rejeter.

En Grèce, l'économie et le peuple sont de plus en plus asphyxiés, parce que la politique de super-austérité bloque toute issue. De toute évidence l'oligarchie européenne utilise comme terrain d'expérimentation un pays dont le PNB s'élève à 2% du PIB européen (produit intérieur brut) pour voir jusqu'où on peut aller, en utilisant comme armes des avalanches de données et une campagne de peur permanente. Mais le peuple grec a le pouvoir de dire

clairement : « Stop ! Aucun pas de plus dans cette voie ». En Italie et en Espagne, les gouvernements - qui ne sont nullement de gauche, mais qui sont confrontés à des difficultés croissantes – se servent de l'éclatement de l'axe « Merkozy » pour faire part de leurs doutes. L'expulsion de facto d'un pays de l'UE ne supprimerait les causes de la crise, mais il créerait le chaos dans les économies et la monnaie de toute l'Europe, en détériorant encore davantage la situation des populations. Le député Giannis Milios a affirmé que la question n'est pas « l'Euro ou la drachme », mais « De quelle Europe avons-nous besoin et quelle Europe voulons-nous ? »

La bataille concernant la Grèce aujourd'hui cristallise l'affrontement de classes européen, qui fait rage tout à la fois au niveau social, politique et idéologique. Face au bloc organisé de la classe dirigeante en Europe (Giannis Milios), il est à l'ordre du jour d'établir de nouvelles alliances - Un front commun (Pierre Laurent) - en faveur d'une logique alternative, tant au niveau national qu'au niveau européen, des alliances basées sur des convergences réelles entre forces sociales, culturelles et politiques de natures et d'origines différentes. SYRIZA est conscient que la formation d'un « gouvernement » dans les conditions actuelles ne signifie pas prendre le « pouvoir », mais que cela crée de meilleures conditions pour mener la lutte avec toute la population pour gagner du pouvoir, pour la démocratie et la justice sociale. À cet égard, les élections n'étaient qu'un début.

La meilleure garantie pour les Grecs sera que le score de SYRIZA soit le plus élevé possible, le 17 juin

- pour les conditions les plus favorables à la renégociation des accords, et
- pour gagner le rapport de forces le plus favorable pour être entendu et respecté en Grèce et en Europe.

Dans l'échange avec la délégation de SYRIZA, il est apparu clairement que plusieurs leviers politiques sont disponibles aujourd'hui. Ceux-ci doivent être utilisés simultanément pour apporter un changement dans les décisions politiques en Europe :

- Les élections grecques qui peuvent rompre un chaînon de la chaîne du néo-libéralisme et permettre d'éviter tout isolement de la Grèce et de la gauche.
- Les élections françaises, pour lesquelles il s'agit de faire évoluer le rapport de force en faveur de la Gauche.
- La prochaine ratification du traité de stabilité budgétaire : les populations peuvent accroître la pression sur chaque élu afin qu'il vote contre elle et / ou en faveur d'un référendum.

Pour toute l'Europe la question concrète est la suivante: est-il possible d'arriver à une nouvelle qualité du conflit avec l'oligarchie régnante en impliquant une partie toujours plus grande des populations et en mobilisant de nombreux acteurs sociaux et politiques ?

\* À Berlin, étape suivante de la délégation, une rencontre a eu lieu entre Gabriel Sigmar, président du SPD allemand et Alexis Tsipras.

**Grèce: une bataille cruciale pour une lutte européenne**

Au cours des deux dernières années, la Grèce a été un grand laboratoire. Un laboratoire de la politique économique (pour voir comment fonctionnerait un programme de dévaluation interne brutal face à une grave crise économique dans une économie capitaliste avancée), un laboratoire des marges des réactions de la société, de la forme et de l'ampleur des évolutions politiques.

L'enjeu est de savoir si ce qui se passe dans ce petit pays de la périphérie européenne doit être considéré comme une histoire contemporaine de « crime et châtement (bienveillant) » ou vu comme un modèle prêt à être appliqué dans toute l'Europe.

La Grèce vit un des programmes les plus agressifs d'ajustement économique appliqués dans le monde développé, avec un échec absolu. La diminution cumulée du PIB grec entre 2009 et 2011 a été d'environ 12%. Au cours du premier trimestre de 2012, la récession était de -7,5%. Les salaires et les pensions ont été réduits jusqu'à 50%, dans certains cas. Le taux de chômage officiel atteint 22% et les dépenses sociales sont de plus en plus réduites avec l'objectif d'atteindre 30% du PIB. C'était supposé accroître la compétitivité, restaurer l'intérêt pour les investissements et ramener l'économie grecque aux marchés soi-disant en 2013 (selon les prévisions initiales). Ce qui s'est passé à la place a été une masse de dette croissante - toujours insoutenable malgré une restructuration de 53%, il y a quelques mois -, une récession incontrôlable et une société au bord de la rupture.

Que vient faire ici cette histoire de « châtement bienveillant » ? La réponse se trouve clairement dans la ligne d'attaque du Guardian d'aujourd'hui (26/5/2012) : « Lagarde aux Grecs - Il est temps de rembourser, ne vous attendez pas à de la sympathie ». En d'autres termes : « Ce n'est pas de la faute de l'austérité, c'est de votre faute. Il s'agit d'un problème grec pour lequel nous vous avons suffisamment aidés. Maintenant il est temps pour vous de payer ». Il faudrait sans doute deux ou trois articles de la longueur de celui-ci pour définir ce que chacun entend par les mots « aide » et « remboursement » mais pour ce récit, il doit suffire de relire le paragraphe précédent, afin de prendre conscience de l'utilité de l'« aide ».

Quelle est alors l'histoire grecque ? Nous renions-nous nous-mêmes en insistant sur le fait que la Grèce n'est pas un cas particulier à isoler du tissu européen pour sauver ce dernier ? Bien au contraire. Nous pouvons noter quelques faits intéressants : que le premier pays européen à être touché par la crise a été l'Islande, l'un des pays ayant le plus faible niveau de corruption du monde ; que le « miracle irlandais » s'est écroulé quand il a fallu renflouer les dettes énormes de son secteur bancaire ; que les pays ayant des dettes publiques historiquement basses, comme l'Espagne, sont maintenant au bord du gouffre ; que des économies aux secteurs productifs privés comme l'Italie et la France sont menacées de rupture.

La Gauche grecque se bat pour démontrer qu'il est urgent pour tout le monde de réaliser qu'il s'agit d'un grave problème européen qui ne peut être résolu que collectivement au niveau européen ; que l'articulation renflouement-austérité est un moyen irrationnel, inefficace, socialement destructeur et dangereux pour faire face à la crise européenne ; que ce que nous vivons dans notre pays exprime fortement le rejet des politiques d'austérité, ce qui n'est pas seulement crucial pour la Grèce, mais aussi pour le reste de l'Europe.

Après le résultat des élections du 6 mai en Grèce, le renforcement de la gauche en France, la chute du gouvernement aux Pays-Bas et toutes les autres résistances en Europe, ceux d'entre nous qui croient à la possibilité d'une autre Europe doivent être plus confiants que jamais en la justesse de notre choix de ne pas abandonner le terrain de la lutte européenne.

C'est pourquoi nous ne devons pas nous replier sur des débats nationaux isolés, alors qu'on constate la justesse des raisons pour lesquelles nous avons agi pour une gauche européenne qui communique, qui partage les expériences, qui essaie de coordonner les luttes, qui influe

sur ses différentes parties.

La Grèce est peut-être un point de départ et une chance pour tirer profit de l'interrelation entre nos économies, de la communication entre nos sociétés, du souffle mutuel que nous tirons de nos mouvements, de l'intérêt de nos campagnes électorales pour les peuples d'Europe. Peut-être, cette fois, les pièces de notre puzzle commencent-elles à se mettre en place.

## **Bloccupy Francfort**

# **Attaque contre la démocratie – Mais ils sont des milliers à résister pacifiquement**

*Maik Henning, Fondation Rosa Luxemburg*

Malgré les restrictions drastiques du droit de se rassembler, la présence massive de forces de police, les encerclements, les arrestations arbitraires, les ordres de dispersion, la criminalisation sans précédent et les campagnes de peur, *Bloccupy Francfort* a été un succès : Les 17 et 18 mai, le peuple a conquis de nombreux espaces dans la ville des banquiers de Francfort, tels que la Place Saint-Paul devant l'église St Paul - emplacement du premier parlement allemand démocratiquement élu -, pour rendre visible le mouvement de protestation contre le pouvoir des banques et les exigences ravageuses de réduction des dépenses que le gouvernement fédéral veut imposer en Europe, soutenu par une grande partie du Parti social-démocrate allemand (SPD) et des Verts.

Les habitants et les visiteurs de Francfort ont été consternés de voir leur ville en état d'occupation à cause de la *démocratie chrétienne* et des *Verts* qui avaient suspendu les droits démocratiques prévus dans la Constitution allemande. Les *Verts* auront beaucoup à s'expliquer devant leurs électeurs sur cette attaque massive contre la démocratie. Dans ce contexte, la réaction aux événements de Francfort de S. Lemke, secrétaire fédéral exécutif du Parti vert, est particulièrement déplaisante et hypocrite : « Le droit de manifester est l'une des richesses les plus importantes de la démocratie ».

## **La Gauche se renforce en Europe - Résistance croissante à la politique de paupérisation de Merkel**

Le 19 mai, 20.000 personnes venues de toute l'Europe ont manifesté à Francfort - avec une forte participation de *die LINKE*, notamment les membres du Bundestag et de nombreux membres du conseil exécutif du parti. Ils protestaient contre les politiques de redistribution et d'appauvrissement mises en place par la Banque centrale européenne et contre le fait de faire peser sur les citoyens européens les coûts gigantesques des programmes de renflouement des banques. À la poursuite de la propagande anti-grecque dans les médias « régis par le droit public » et les autres - qui confine à l'incitation à la haine ethnique -, ils ont répondu par la solidarité internationale, « Nous ne jouerons pas les uns contre les autres ! » La nouvelle résistance à la politique brutale de coupes budgétaires qui, en Europe, est promue, en particulier, par la chancelière fédérale Angela Merkel, s'est exprimée à travers les résultats des élections en France et en Grèce, où les partis partenaires de *die LINKE*, le Front de Gauche et SYRIZA, ont rencontré une large approbation. Dans les prochaines élections aux Pays-Bas et en République tchèque, on attend aussi un renforcement de la gauche.

La Fondation Rosa Luxemburg a aidé l'alliance *Bloccupy* pour l'organisation et par d'autres moyens, par des conférences et en diffusant l'information, de façon fortement improvisée en raison des interdictions. Un précieux soutien logistique a également été accordé par le conseil

exécutif des étudiants de l'Université de Francfort et par la Fédération allemande des syndicats dans les locaux duquel, entre autres, des cuisines populaires ont été mises en place pour nourrir les militants venus de toute l'Europe.

La dynamique pacifique de *Bloccupy* doit encore s'étendre : d'abord lors de la fête de *die LINKE*, le 16 juillet 2012, (<http://www.linksfraktion.de/termine/fest-linken-2012-06-15/?rss>) lors d'initiatives telles que « L'Europe s'enfonce dans la crise - la gauche allemande entre privilège et protestation » par la Fondation Rosa Luxemburg ainsi que « l'Europe se mobilise contre le pouvoir des banques ».

Pour des comptes-rendus plus complets et des galeries de photos, voir : <http://linksfraktion.de/> et <http://die-linke.de>

## Mesures d'austérité

# Briser le fétiche du Mémorandum

*Loudovikos Kotsonopoulos*

Il y a deux ans, le gouvernement grec a élaboré un mémorandum de coopération (ci-après Mémorandum) avec l'UE, le FMI et la BCE comme condition préalable pour percevoir une aide financière et éviter une faillite immédiate. Au début, le Mémorandum a été présenté comme une solution à l'impasse dans laquelle se trouvait développement de l'économie grecque, mais il est vite devenu évident qu'il ne conduisait qu'à sa destruction. D'où le résultat des élections du 6 mai qui reflète bien le verdict politique concernant le Mémorandum et met sur la table sa nature et ses objectifs véritables. Quelle est donc le contenu réel du Mémorandum et pourquoi la Grèce doit-elle l'annuler ?

Lorsqu'on parle du Mémorandum, on doit commencer par l'affirmation suivante : il y a une tension dialectique explicite entre forme et contenu qui a des implications politiques claires. En d'autres termes, il y a une différence très nette entre ce que semble être le Mémorandum et ce qu'il est réellement.

D'abord les apparences. Le Mémorandum est un accord de prêt signé par les partenaires impliqués dans l'aide financière à la Grèce et fixe les conditions en vertu desquelles cette aide sera accordée. Derrière cette approche, se trouve un ensemble de présupposés politiques : le problème de la dette est pris isolément au niveau national et ne concerne pas l'ensemble de la zone euro. C'est pourquoi il faut élaborer des Mémorandums spécifiques afin de remettre en ordre les pays déficitaires. La responsabilité de la gestion de la crise repose uniquement sur le pays concerné, et en cas d'échec, le blâme repose sur l'échec des tentatives de réforme du gouvernement. À cet égard, si un gouvernement se retire du carcan de fer du Mémorandum, il est considéré comme un État voyou qui ne respecte pas ses engagements et préfère se plonger dans une récession plus profonde, tournant le dos avec ingratitude à ses soi-disant sauveurs. Dans les instances de gouvernance européenne et mondiale ainsi que dans les médias internationaux, c'est plus ou moins le récit politique associé à l'imbroglie grec.

Un examen plus attentif révélerait l'essence derrière l'apparence. Émerge alors une histoire totalement différente. Le Mémorandum n'est rien de plus qu'une réponse néolibérale à la crise financière. C'est une recette qui prescrit que la crise ne peut être traitée que par le recul de l'État-providence, la dérégulation des marchés du travail et le transfert brutal d'une grande partie de la richesse du travail vers le capital pour compenser les pertes de ce dernier. Dans ce contexte, le Mémorandum n'est pas propre au pays, mais c'est plutôt la dernière carte que le



néolibéralisme s'apprête à jouer dans tous les coins du continent européen. L'annulation du Mémorandum n'est donc pas un acte de défiance, mais une étape décisive pour la survie de tout l'édifice européen.

Un examen minutieux corrobore pleinement l'essence du Mémorandum comme réponse néolibérale à la crise, utilisant la Grèce en tant que sujet expérimental. Les mesures d'austérité introduites par ses clauses précipitent son application ultérieure dans tous les pays européens, indépendamment de l'importance de leur exposition à la crise actuelle. Trois mécanismes sont déployés pour consolider le capital. Le premier est la fiscalité. L'impôt sur les sociétés a été réduit ces cinq dernières années, passant de 40% à 20% et il est maintenant prévu de le ramener à 15%. La charge passe sur la fiscalité indirecte. La TVA est passée l'an dernier de 21% à 23% alors que la fiscalité sur les produits de première nécessité est passée de 10% à 13%. Dans le même temps, les hauts revenus n'ont presque pas été touchés. Le deuxième est la déréglementation du marché du travail. Les conventions collectives ont disparu ; la réglementation sur les licenciements est maintenant supprimée, tandis que les salaires dans le secteur privé ont été revus à la baisse de 32%. La même chose vaut pour les employés du secteur public qui, dans certains cas, subissent des baisses de salaire allant jusqu'à 60%. Le troisième mécanisme est celui des privatisations qui découvrent largement le terrain pour la valorisation du capital. Un programme massif de privatisations est prévu pour un montant de 56 milliards d'euros. À cela s'ajoutent la déréglementation du système de protection sociale et le démantèlement des services publics de santé et d'éducation.

Le scénario d'application du Mémorandum montre clairement que l'ensemble des politiques décrites ci-dessus est un échec total et que le Mémorandum n'est que lettre morte. Le premier Mémorandum a été introduit au printemps 2010. Avec son suivi trimestriel sont arrivés quatre amendements principaux, pour en arriver à la création d'un deuxième Mémorandum au début de 2012.

De plus, on constate une nette rupture avec les affirmations initiales de l'ensemble du projet. Le Mémorandum prétendait remettre l'économie sur les rails en 2012 et, à partir de 2013, devait avoir lieu une hausse annuelle de 3,5 à 4% du PIB. Deux ans après la mise en œuvre laborieuse des mesures d'austérité, le résultat était le suivant : baisse du PIB proche de 20%, hausse du chômage passant de 11,1% en 2010 à 21,7% en 2012, chute de 15% de la consommation privée et de 32% du ratio d'investissement total et, cerise sur le gâteau, la dette publique est passée de 115% en 2009 à 165% en 2012. Les chiffres parlent volumes et la voix indique que le Mémorandum n'est certainement pas la voie du salut.

## **Boîte à outils**

**Nous souhaitons attirer votre attention sur les documents suivants:**

**« Le prochain gouvernement doit refuser les termes de l'accord de sauvetage »**

Tribune de Yanis Varoufakis dans *Le Monde* :

[http://www.lemonde.fr/idees/article/2012/05/24/le-prochain-gouvernement-doit-refuser-les-termes-de-l-accord-de-sauvetage\\_1706860\\_3232.html](http://www.lemonde.fr/idees/article/2012/05/24/le-prochain-gouvernement-doit-refuser-les-termes-de-l-accord-de-sauvetage_1706860_3232.html)

**« The Exit From The Crisis Is On The Left » (La sortie de crise est à gauche)**

10 engagements programmatiques de SYRIZA

<http://www.transform-network.net/en/home/article/10-programmatic-commitments-of-syriza.html>